

Brochure n° 3029

**Convention collective nationale**

**IDCC : 493. – VINS, CIDRES, JUS DE FRUITS, SIROPS,  
SPIRITUEUX ET LIQUEURS DE FRANCE**

**ACCORD DU 30 JANVIER 2017**

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2017**

NOR : ASET1750299M

IDCC : 493

Entre

SMC

D'une part, et

CGT

CFDT

CGT-FO

CFTC

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cadre de la négociation*

Dans le cadre des dispositions de l'article 42 de l'avenant régional de la CNVS applicable au personnel des activités d'élaboration du cognac, qui indique que « des accords paritaires interviendront pour la fixation des salaires » correspondant aux emplois des différentes catégories de personnel, le syndicat des maisons de Cognac a invité les organisations syndicales à négocier sur ce sujet au cours de trois réunions qui se sont tenues le 1<sup>er</sup> décembre 2016, le 15 décembre 2016 et le 11 janvier 2017.

**Article 2**

*Salaires de référence*

Les salaires de référence ont été revus dans la continuité des négociations engagées depuis 2011, avec le double objectif :

- d'établir et de maintenir des écarts entre les différents échelons hiérarchiques, et ceci bien sûr, plus particulièrement sur les niveaux pour lesquels ces écarts étaient faibles ;
- de maintenir voire d'accentuer un écart avec les salaires minima conventionnels fixés par le conseil national des vins et spiritueux.

Ainsi les salaires de référence applicables à compter du 1<sup>er</sup> février 2017 sont fixés conformément au barème suivant, pour une base mensuelle de 151,67 heures (35 heures par semaine) :

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE MENSUEL DE RÉFÉRENCE
Ouvriers et employés	1	A	1 537
	1	B	1 547
	1	C	1 567
	2	A	1 580
	2	B	1 601
	2	C	1 613
	3	A	1 636
	3	B	1 662
	3	C	1 698
Agents de maîtrise	4	A	1 719
	4	B	1 764
	5	A	1 837
	5	B	1 889
	5	C	1 975
	6	A	2 127
	6	B	2 259
Cadres	7	A	2 292
	8	A	2 456
	9	A	2 817
	9	B	3 524
	10	A	4 282

### Article 3

#### *Dépôt et publicité*

Dans le respect des conditions de notification et dépôt prévues aux articles L. 2331-5 et suivants du code du travail :

Chaque partie signataire conservera un original de cet accord.

Le présent accord sera notifié par le président de la commission paritaire à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, signataires ou non.

À l'expiration d'un délai de 8 jours suivant la dernière notification de l'accord dans les formes mentionnées ci-dessus, le présent accord sera déposé par lettre recommandée avec accusé de réception auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en deux exemplaires, dont un sur support électronique, et au greffe du conseil de prud'hommes d'Angoulême.

Fait à Cognac, le 30 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)